



FBD/REP/F

Rapport Annuel

sur les travaux du
Centre international de
démunage humanitaire
Genève

2004

TABLE DES MATIERES

Introduction	3
Présentation générale	6
Soutien opérationnel	6
Gestion de l'information	6
Système de gestion de l'information pour l'action antimines (IMSMA)	6
Récolte de données sur le terrain	8
Centre régional de soutien (RSC)	8
Normalisation	10
Normes internationales de lutte contre les mines (IMAS)	10
Diffusion d'informations techniques	11
Soutien technique et formation	12
Chiens détecteurs de mines	12
Facteurs socio-économiques et sensibilisation aux dangers des mines	14
Application de la technologie	16
Activités de conseil	16
Evaluation	17
Informations générales	17
Réunion internationale des directeurs et conseillers de programmes de déminage	18
Activités de recherche	18
Déminage mécanique et manuel	18
Chiens détecteurs de mines	20
Facteurs socio-économiques et sensibilisation aux dangers des mines	21
Evaluation	21
Soutien des instruments du droit international	22
Unité d'appui à l'application de la Convention	22
Soutien pour le programme de travail intersession	23
Programme de parrainage	23
Travail dans le cadre de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de certaines armes classiques (CCW)	24
Direction et organisation	24
Conseil de fondation	24
Relations externes	25
Accords sur la coopération	25
Organisation interne	25
Aperçu financier	26
Budget général	26
Fonds du programme de parrainage	26
Fonds d'affectation spécial de l'Unité d'appui à l'application de la Convention	27
Vérification externe des comptes	27
Liste des abréviations	28

INTRODUCTION

Pour la communauté d'action antimines, l'année 2004 a été l'occasion de réfléchir au passé et penser futur, le sommet de Nairobi ayant fourni le cadre propice à de telles réflexions. Cinq ans après l'entrée en vigueur de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, il a été conclu que nombre de choses ont été réalisées, mais, en même temps, qu'il faudra fournir des efforts encore plus grands pour pouvoir réaliser un monde exempt de toute mine. Ceci concerne également le Centre international de déminage humanitaire de Genève (CIDHG).

En passant en revue l'année 2004, le CIDHG a édité un rapport analysant l'application de la stratégie actuelle (« Review Report »). Ce compte-rendu a confirmé que l'objectif principal du Centre – qui consiste à répondre rapidement aux demandes des pays touchés par les mines, aux partenaires à la fois internationaux et des Nations Unies, aux pays donateurs et aux ONG – est toujours d'actualité. La preuve la plus parlante du succès que rencontre le CIDHG a été la forte demande de services émanant de ses partenaires, qui accordent toute leur confiance à l'excellence de son travail.

Au cours de la même période, une évaluation externe a passé en revue le travail réalisé par le CIDHG et a posé un certain nombre de questions critiques, principalement en ce qui concerne la composition du Conseil de fondation, les relations du CIDHG avec les partenaires opérationnels des ONG ainsi que l'importance du travail accompli par le Centre dans les opérations sur le terrain. Ce rapport, tout comme les leçons apprises au travers de la stratégie actuelle, formeront la base de la stratégie actuellement développée pour les années 2006 à 2008, pour faire suite à la requête du Conseil de fondation. Pour le CIDHG, le défi consistant à rester au premier plan de l'action antimines dans le monde et à continuer sa mission d'outil efficace en la matière reste très important.

A la suite de l'attention soutenue portée en 2004 à l'égard de la Première conférence d'examen/Sommet de Nairobi, l'Unité d'appui à l'application de la Convention (ISU) du CIDHG a dû répondre à un nombre décuplé de demandes d'assistance émises par le président lors de la 5^{ème} Assemblée des Etats parties, les co-présidents des comités permanents, les Etats parties individuels et, en particulier, de la part du président désigné de la Première conférence d'examen en préparation de la Conférence et des nombreuses manifestations régionales qui auront lieu auparavant. L'Unité d'appui a géré cette charge de travail supplémentaire avec efficacité et enthousiasme et le Centre a été largement apprécié pour ses efforts lors de la Première conférence d'examen.

Néanmoins, au cours de 2004, la majeure partie du travail du CIDHG a continué à se situer dans le secteur du soutien opérationnel aux programmes sur le terrain, comprenant la gestion de l'information de l'action antimines, le soutien et l'évaluation technique, ainsi que les activités de recherche appliquée. Le Centre a édité un certain nombre de publications et a décidé de faciliter leur distribution en n'imprimant dans le futur que des manuels et des rapports de taille réduite et en mettant à disposition les études plus importantes et plus complexes uniquement par le biais de support électronique. Cette nouvelle politique prend en considération les besoins du terrain, elle est plus rentable et peut être adaptée aux attentes des donateurs et des clients.

Dans le secteur de la gestion de l'information, la 40^{ème} installation du système de gestion de l'information dans la lutte contre les mines (IMSMA) a eu lieu en Mauritanie. Au même moment, et basé sur le rapport 2003 de IMSMA, le Centre a décidé de remanier le logiciel IMSMA en commençant par une phase préparatoire (processus de comparaison d'offres, développement des détails techniques et des spécifications, mise sur pied d'un plan de travail). Le logiciel remanié contiendra des améliorations permettant de réduire et de simplifier les tâches d'entretien du système et de le rendre plus convivial. L'objectif général est d'optimiser IMSMA en tant qu'outil de gestion de l'information complet destiné aux centres d'action antimines et aux gouvernements.

Le travail accompli par le Centre sur les normes a donné lieu à une révision majeure de toutes les normes internationales de lutte contre les mines (IMAS), qui sont développées par le CIDHG pour le compte de UNMAS. Sur la base de cette révision complète, un nouveau CD-ROM ainsi que des documents additionnels seront édités au début de 2005. Dans le but de rendre les IMAS plus facilement accessibles et applicables à une grande échelle, un « Guide to IMAS » a été publié au début de 2004, et un grand nombre d'activités de formation se sont déroulées. L'un des principaux objectifs des unités de formation développées par le CIDHG est de permettre aux pays touchés par les mines d'établir, sur la base des IMAS, leurs propres normes nationales en matière d'actions antimines. En ligne avec cet objectif, un soutien a été mis à disposition en Afghanistan, au Sri Lanka et au Mozambique.

De nombreuses études relevant de l'équipement mécanique de déminage, de l'assurance et des accidents ont été publiées et soutenues par des activités de diffusion. Le soutien technique s'est poursuivi dans le secteur de la détection de mines par les chiens, les aspects socio-économiques de l'action antimines, la législation nationale d'action antimines et la sensibilisation aux dangers des mines. Un guide ayant pour but l'amélioration de la communication dans les programmes de sensibilisation aux dangers des mines a été publié. Le Centre a apporté son conseil auprès des autorités responsables à l'échelon national ainsi que dans des forums internationaux, et s'est penché sur les derniers développements de la technique grâce à son projet dans le domaine de l'application technologique (« Technology Officer Project »).

En 2004, le travail sur un manuel traitant les activités d'évaluation dans le domaine de l'action antimines a continué et un certain nombre d'évaluations de projet et de programmes ont été mis en œuvre. Pour la première fois, deux de ces évaluations ont été faites à l'invitation de l'UNOPS, mais étaient liées à un processus de sélection sur appel d'offres.

Les activités de recherche se sont poursuivies dans le déminage mécanique et manuel, les méthodes de détection de mines par les chiens, le développement socio-économique, la sensibilisation aux dangers des mines et les possibilités de synergie avec des armes légères. Toutefois, une tendance claire se profile dans le programme de travail d'action antimines du CIDHG, visant à un rôle de recherche à grande échelle moins important et en faveur d'une application pratique et de mise en œuvre des résultats.

Le CIDHG a continué d'offrir son soutien relatif aux instruments du droit international, en particulier par le biais des activités de son Unité d'appui, et en administrant le programme de parrainage. Le Centre a également fourni des conseils techniques au CCW et a publié en 2004, à la demande des gouverne-

ments allemand et américain, une étude sur l'impact humanitaire des mines autres que les mines antipersonnel. Ce document a été présenté au CCW au mois de novembre 2004.

La conclusion d'un accord avec le Service de lutte contre les mines des Nations Unies (UNMAS) a marqué un pas important dans sa relation avec le système des Nations Unies. L'accord offre une base solide dans l'optique d'une collaboration suivie. De plus, l'accord conclu avec le PNUD a été prolongé pour une année supplémentaire.

La base financière du Centre reste solide et il continue à bénéficier du large soutien de ses donateurs. Néanmoins, la mobilisation des ressources continue de représenter une tâche centrale visant à financer des tâches et projets spécifiques.

2004 a vu le changement de la direction du CIDHG, qui a eu lieu à la mi-août. L'année a été occupée avec les manifestations qui ont conduit à la Première Conférence d'examen et a trouvé son apogée dans le plan d'action de Nairobi pour les cinq années à venir de la Convention d'Ottawa. Ceci ainsi que d'autres défis futurs (nouvelle stratégie pour le Centre, remaniement du Conseil consultatif, réalisation de la recommandation de l'évaluation externe) continueront à inciter le Centre à garder sa petite taille et sa flexibilité afin de rester pertinent et de pouvoir atteindre les objectifs de ses fondateurs et de son Conseil de fondation dans le futur.

Genève, le 17 mars 2005

Ambassadeur Stephan Nellen,
Directeur

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

1. En mettant en œuvre la Stratégie 2003-2005 adoptée par le Conseil de fondation à la fin 2002, le Centre s'est concentré sur les activités de soutien opérationnel, comprenant la gestion de l'information de l'action antimines, la normalisation, les activités de diffusion socio-économique, les missions d'évaluation et de soutien technique. De plus, une série d'activités suivies de recherche a été entreprise. Le CIDHG a également continué de faciliter le travail des Etats parties à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, qui a été marqué en 2004 par le Sommet de Nairobi en novembre/décembre.

SOUTIEN OPÉRATIONNEL

2. L'une des activités principales du CIDHG est la mise à disposition de soutien opérationnel et d'assistance spécifique aux activités et programmes d'action antimines en cours, comprenant également celles conduites par les Nations Unies.

3. Le Centre opère dans les secteurs de la gestion de l'information, la normalisation, le soutien et la formation technique, l'évaluation et la facilitation en matière d'échange d'informations en organisant des forums de discussion telle que la Réunion annuelle des directeurs et conseillers de programmes antimines.

GESTION DE L'INFORMATION

SYSTÈME DE GESTION DE L'INFORMATION POUR L'ACTION ANTIMINES (IMSMA)

4. La gestion de l'information est un élément clé pour la réussite du déminage humanitaire. Dans le but de faciliter la collecte et le traitement des informations pertinentes et d'apporter son soutien à la planification et aux processus de prises de décision au niveau des programmes sur le terrain, le CIDHG met à disposition son système de gestion de l'information pour l'action antimines (IMSMA). Basé sur la technologie informatique standard, IMSMA réunit la récolte d'informations, la mise en mémoire de données, les besoins en qualité d'application et d'analyse des centres d'action antimines sur le terrain. De plus, IMSMA facilite la définition des priorités en vue de futures opérations de déminage, d'activités de sensibilisation aux dangers des mines, etc.

5. Les réactions des utilisateurs, les nouveaux développements de la technologie hardware et des logiciels, ainsi que d'autres facteurs ont amené le CIDHG à examiner le projet IMSMA d'un œil critique à la fin de 2003. Le résultat de ce processus a incité le Centre à prendre la décision qu'un **remaniement complet du logiciel IMSMA** était nécessaire. Le logiciel IMSMA

Au 31 décembre 2004, IMSMA était installé dans les 40 programmes suivants:

Afrique

Angola, Burundi, Congo (RDC), Érythrée, Éthiopie, Guinée-Bissau, Mauritanie, Mozambique, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Sahara Occidental (MINURSO), Tchad, Zambie, UNMEE (TSZ).

Amérique

Chili, Colombie, Costa Rica (par OEA), Equateur, Guatemala, Nicaragua, Pérou.

Asie

Afghanistan, Azerbaïdjan, Cambodge, Sri Lanka, Tadjikistan, Thaïlande.

Europe

Albanie, Bosnie-Herzégovine (National Impact Survey), Chypre (UNFICYP), Estonie, Fédération russe (Tchéchénie, Ingouchetie, Ossétie de nord) Kosovo, Macédoine.

Moyen Orient

Iraq, Liban (OND et FINUL), Yémen.

Versions de formation

France, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis.

remanié comprendra une architecture de système modulaire et des améliorations destinées à réduire et à simplifier les tâches d'entretien du système. Ces actualisations seront complétées par une nouvelle interface utilisateur et une nouvelle philosophie de récolte des données qui pourra mieux répondre aux besoins des rapports basés sur les communautés, les emplacements et les risques, plutôt que de suivre l'orientation actuelle basée strictement sur le processus. L'ensemble de ces actualisations et changements se base sur les remarques émises par les utilisateurs sur le terrain.

6. En 2004, le projet de remaniement s'est concentré sur le développement de spécifications techniques détaillées et sur un planning reflétant les besoins des utilisateurs qui avaient été récoltés auparavant sur le terrain. Le résultat de ce processus sera réexaminé au début de janvier 2005. Ceci sera suivi par un examen critique de la conception et la mise à disposition d'un prototype du système destiné à des tests sur le terrain à la mi-2005. La réalisation de ce projet évolue selon des paramètres temporels et financiers fixés. Le financement pour le développement de IMSMA et le projet de remaniement de IMSMA est assuré par le gouvernement suisse.

7. **Les travaux de traduction** en français, portugais, espagnol et russe pour le logiciel IMSMA ainsi que pour les manuels ont été achevés. Il a été décidé de mettre en suspens tout travail de traduction ultérieur en attendant la première sortie du logiciel dans le cadre du projet de remaniement d'IMSMA. Le système remanié sera doté d'une capacité de localisation de langage intégrée pour des opérations en anglais, français, espagnol, portugais, russe et arabe. Le financement des travaux de traduction est assuré par la Suisse et la Grande-Bretagne.

8. Au cours de la période examinée, le CIDHG a conduit les cours de formation IMSMA suivants:

- a) Une **“Introduction au système IMSMA”**, conduite dans le cadre du Partenariat pour la Paix (PpP) de l'OTAN, s'est déroulée à Genève au début du mois de mai. Le but du cours était de présenter un aperçu des utilisations d'IMSMA en tant que système de gestion de l'information ;
- b) Un **“Cours au niveau des opérations”** a été conduit en Éthiopie à la fin du mois de mai. Les réactions émanant de ce cours ont fourni à l'équipe de formation d'IMSMA des informations supplémentaires sur les secteurs qui requièrent une formation complémentaire au niveau du travail sur le terrain;
- c) Le second **“Atelier d'été d'IMSMA”**, qui s'est déroulé à Genève au début du mois de juillet, s'est concentré sur l'utilisation d'IMSMA par les cellules de programmes d'action antimines sur le terrain. Les programmes suivants d'action antimines utilisant IMSMA étaient représentés par le responsable technologique ou son équivalent: Albanie, Chili, Croatie, Équateur, Érythrée, Guatemala, Guinée-Bissau, Kosovo, Liban, Nicaragua, Pérou, Sri Lanka et Thaïlande;
- d) Un **“Cours d'introduction à l'administration d'IMSMA”** a été conduit à Genève au mois de juillet. Le but de ce cours était de former des capacités locales en vue de l'administration du système IMSMA;
- e) Pour répondre à une requête du TMAC (Thai Mine Action Centre), un **“Cours d'introduction aux opérations”** ayant pour thèmes principaux l'analyse de l'information et des cartes a eu lieu au mois d'août;

- f) Un cours appelé **“Incorporation d’IMSMA dans les opérations du maintien de la paix”**, conduit dans le cadre du PpP, s’est déroulé au mois d’octobre à Genève. Le but de ce cours était de donner un aperçu des utilisations opérationnelles de la gestion de l’information en général, et d’IMSMA en tant qu’outil de gestion de l’information, dans le cadre des opérations pour le maintien de la paix.

D’autres unités de formation sont réalisées sur place par les centres régionaux de soutien (voir paragraphe 12 et suivants, ci-après).

RÉCOLTE DES DONNÉES SUR LE TERRAIN

9. En 2003, le Centre a développé MaXML (Mine Action Extensible Mark-up Language) qui permet des processus de transfert de données facile entre les membres de la communauté d’action antimines et les autres parties et domaines intéressés ne faisant pas partie de l’action antimines.

10. Le **Projet d’outil portable pour la récolte des données sur le terrain** est une entreprise commune entre SWEDEC (Swedish EOD and Demining Centre) et le CIDHG. Basé sur un équipement informatique portable standard, il représente un outil pour la récolte de données de terrain. Ces données peuvent être directement introduites dans le système IMSMA utilisé dans le pays en question étant donné que le processus de transfert des données est basé sur maXML.

11. Une série de tests de l’outil portable pour la récolte de données sur le terrain s’est déroulée en 2004 en Albanie, au Chili, en Equateur et au Pérou. Ces tests ont démontré que cet outil a rempli et même outrepassé les attentes dans tous les domaines. Le CIDHG finance les travaux de ce projet sur la base de contributions reçues de la part de la Suisse et de la Grande-Bretagne. Le développement de l’outil portable lui-même ainsi que le logiciel de récolte de données sur le terrain sont financés par SWEDEC.

CENTRE RÉGIONAUX DE SOUTIEN (RSC)

12. La gestion de l’information est un procédé crucial pour pouvoir mener à bien un programme d’action antimines sur le terrain. La mesure avec laquelle les programmes sont capables d’incorporer les outils et techniques de base de gestion de l’information dans leurs opérations journalières est la clé pour que ce processus puisse fonctionner efficacement. Le Centre met à disposition un soutien direct technique et opérationnel à la gestion de l’information sur le terrain par le biais de l’utilisation de son réseau de quatre Centres régionaux de soutien (RSC, Regional Support Centre) et de ses représentants régionaux de soutien.

13. Les RSC mettent à disposition un soutien à l’utilisateur de premier niveau, assistent les centres d’action antimines en réexaminant leurs processus internes de gestion de l’information, leurs échanges d’informations, leurs procédures de communication, et apportent leur soutien général au regard de la gestion de l’information. Les RSC organisent également des réunions à l’intention des utilisateurs dans leurs régions, des cours de formation et facilitent les contacts généraux entre les pays intéressés et le CIDHG. Chaque RSC compte une personne.

14. Au cours de la période examinée, et en plus des tâches de routine dans le cadre indiqué ci-dessus, les RSC se sont concentrés en particulier sur les thèmes suivants:

- a) Soutien, déploiement, formation et mise en œuvre des tests sur le terrain de l'outil portable pour la récolte des données sur le terrain (voir paragraphe 10 ci-dessus);
- b) Soutien à des ateliers de programmes d'examen interne en Colombie, élaborés pour aider à définir les buts et objectifs du programme ainsi que les perspectives opérationnelles des autorités responsables;
- c) Traitement et diffusion de l'imagerie satellite du domaine public aux projets IMSMA soutenant le Chili, le Guatemala, le Nicaragua, le Sahara Occidental, la Tchétchénie ainsi que les régions frontalières de l'Equateur et du Pérou;
- d) Traitement des modèles d'élévation numériques de la région frontalière de l'Equateur et du Pérou;
- e) Soutien dans l'intégration et le développement de cartes numériques du domaine public couvrant une grande partie du territoire national du Tadjikistan;
- f) Soutien aux programmes d'action antimines au Guatemala et au Nicaragua en préparant des processus de gestion de l'information dans la lutte contre les mines à partir du moment où l'opération de déminage décroît.

15. Le Cambodge, le Sri Lanka et la Thaïlande sont actuellement soutenus par le bureau du CIDHG à Genève. Les activités de soutien IMSMA dans cette région ne justifient pas actuellement la mise sur pied d'un RSC à plein temps couvrant l'Asie du Sud Est et de l'Est. Basée sur les niveaux d'activité et le financement à disposition, la mise sur pied d'un RSC dans cette région sera réexaminée à intervalles réguliers.

16. Le gouvernement suisse met à disposition le financement pour les RSC existants et pour le soutien et l'assistance aux utilisateurs d'IMSMA dans les pays touchés par les mines. Le gouvernement britannique a financé l'acquisition d'un équipement standard servant à la formation des RSC sur le terrain.

Secteur de responsabilité des centres régionaux de soutien (RSC):

RSC Amérique latine

(Etablissement: janvier 2002 à Managua, Nicaragua)
Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, Guatemala, Nicaragua, Pérou et Surinam.
Contacts privilégiés avec les Etats-Unis et les OEA.

RSC Europe/Asie centrale

(Etablissement: janvier 2003 à Genève)
Afghanistan, Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Chypre, Danemark, Estonie, la Fédération russe, Kosovo, Macédoine, Serbie et Monténégro, Tadjikistan et Ukraine.
Contacts privilégiés avec le Fonds fiduciaire international (ITF) et le SEEMAC (« South-East Europe Mine Action Coordination Council »).

RSC Afrique

(Etablissement: avril 2003 à Addis-Abeba, Ethiopie)
Afrique du Sud, Angola, Congo (RDC), Ethiopie, Guinée-Bissau, Mauritanie, Mozambique, Ruanda, Sierra Leone, Tchad et Zambie.
Contacts privilégiés avec l'Union Africaine (UA).

RSC Afrique du Nord/Moyen-Orient

(Etablissement: septembre 2003 à Beyrouth, Liban)
Erythrée, Iran, Irak, Jordanie, Kuwait, Liban, Pakistan, Puntland, Somalie, Soudan, Sahara Occidental et Yémen.
Contacts privilégiés avec l'Union Africaine (UA).

NORMALISATION

NORMES INTERNATIONALES DE LUTTE CONTRE LES MINES (IMAS)

17. Les normes internationales de lutte contre les mines (IMAS, International Mine Action Standards) sont élaborées par le CIDHG à la demande de UNMAS. IMAS fournit aux praticiens un cadre mis à jour et révisé de prescriptions techniques et de procédures pour une action antimines sûre et efficace. Un groupe de cinq nouveaux IMAS a été approuvé par les Nations Unies en février 2004. Au total, 38 IMAS ont été adoptées à ce jour.

18. A la suite de la réunion du Conseil de révision des IMAS du 19 mars 2004, le nombre des membres du Conseil a été augmenté dans le but de prendre en compte une meilleure représentation des nouveaux programmes et des organisations qui ont été mis en place depuis que le mécanisme d'origine de révision a été mis sur pied. De plus amples informations concernant le Conseil de révision et sa composition sont disponibles sur le site *www.mineactionstandards.org*.

19. Au cours de la période examinée, une **révision majeure de toutes les IMAS** a été réalisée. Celles des IMAS qui ont requis des changements mineurs sont publiées sur le site Internet mentionné ci-dessus. 14 IMAS ayant subis des changements importants ont circulé parmi les membres du Conseil de révision avant la révision. Un nouveau CD-ROM et une documentation complémentaire seront édités au début de 2005.

20. Dans le cadre du **développement des nouvelles IMAS**, les travaux ont continué de la façon suivante :

- a) Les IMAS sur les contrats ont été soumises au Conseil de révision;
- b) Les IMAS sur les programmes et projets nationaux sont en cours d'examen;
- c) Les IMAS sur l'équipement mécanique sont en cours d'élaboration sur la base des recommandations des utilisateurs régionaux spécialisés;
- d) Les IMAS sur l'évaluation feront suite à la finalisation de l'étude d'évaluation du CIDHG;
- e) Les IMAS sur la formation ont été suspendues, une étude développée par UNMAS visant à analyser les besoins en formation est pendante.

21. L'objectif général du **Programme de diffusion des IMAS** est de soutenir les pays touchés par les mines en mettant sur pied leurs propres Normes de lutte nationales contre les mines (NMAS, National Mine Action Standards) basées sur l'application des IMAS. Faisant suite à une requête de l'Afghanistan dans l'élaboration de leurs NMAS, le CIDHG a assisté ce pays en préparant en décembre un premier document complet. De plus, les NMAS du Sri Lanka et du Mozambique ont été examinées par le Centre.

22. La publication « **Un Guide des IMAS** » (ISBN 2-88487-027-X) est sortie au début 2004. Celle-ci a été considérée comme un document intermédiaire abordant les IMAS 2003 ainsi que les IMAS sur la sensibilisation aux dangers des mines. Une nouvelle édition, qui accompagnera le CD-ROM IMAS 2005, sera disponible au début 2005.

23. Dans le but de permettre la préparation de la gestion de qualité, des informations relatives aux méthodes d'échantillonnage de post-déminage ont été ré-

unies à partir de tous les programmes des Nations Unies par le biais d'UNMAS. Ces informations aideront également à augmenter les exemples décrits dans les IMAS au sujet de l'inspection des surfaces déminées (IMAS 09.20).

24. **La formation des IMAS** peut comprendre une présentation d'introduction, des cours détaillés sur le contenu des IMAS, ainsi que des cours traitant de l'application des IMAS aux normes nationales. Au cours de la période examinée, les activités de formation suivantes se sont déroulées :

- a) Avec le soutien de SRSA (« Swedish Rescue Service Agency »), un cours d'application des IMAS a été mis à disposition du personnel international impliqué dans les activités de détection de mines par les chiens et le système de qualité, au mois de mars;
- b) Un briefing au sujet des IMAS a été mis à la disposition d'un groupe de travail ad hoc de l'OTAN au sujet des armes légères et l'action antimines, au mois de mars;
- c) Une série de briefings a été donnée lors de la 7^{ème} Réunion internationale des directeurs et conseillers de programmes de déminage (voir paragraphe 56 ci-dessous);
- d) Des présentations ont été faites lors d'un cours de l'OTAN pour des officiers DEMUNEX au cours du mois de juin;
- e) Des présentations ont été faites lors de la conférence annuelle du « Global EOD Forum » en juin en Grande-Bretagne;
- f) Des briefings ont été donnés au cours du « Cranfield mine action senior management course » en août en Grande-Bretagne;
- g) Des présentations ont été faites au « senior management course » du PNUD à la James Madison University (JMU) en octobre;
- h) Le groupe consultatif de l'étude mécanique a reçu un briefing au mois de décembre.

25. Le financement de ces activités relatives aux IMAS est mis à disposition par la Grande-Bretagne, la République Tchèque, et la Finlande.

DIFFUSION D'INFORMATIONS TECHNIQUES

26. Le CIDHG distribue des **TNMA** (« Technical Notes for Mine Action ») qui sont des documents de conseil créés pour accompagner ou compléter les séries des IMAS, ou à utiliser seuls à titre de source d'information indépendante. Les TNMA fournissent des principes, des conseils et des informations correspondant à des IMAS en particulier ou à un sujet d'ordre technique. Les TNMA ont un caractère consultatif et sont basées sur les meilleures pratiques actuelles disponibles, les commentaires émanant du terrain et des informations techniques. Les TNMA peuvent être obtenues par le biais des sites suivants : www.mineaction.org et www.gichd.ch. Cette activité du Centre est financée par la Grande-Bretagne.

27. Le Centre a publié son douzième TNMA au cours de la période examinée: TNMA 10.10 couvre les aspects de la sécurité sur la base des leçons apprises lors des

Nouvelles publications du CIDHG sur les informations techniques en 2004:

A Guide to the IMAS
(ISBN 2-88487-027-X)

Catalogue sur l'équipement
mécanique de déminage
2004
(ISBN 2-88487-026-1)

Guide on Insurance for Mine
Action Operators
(ISBN 2-88487-033-4)

A Study of Mechanical Appli-
cation in Demining
(ISBN 2-88487-023-7)

investigations suite à des accidents de déminage conduites dans le cadre du projet DDAS (voir paragraphe 31 ci-dessous).

28. La version 2004 du **Catalogue sur l'équipement mécanique de déminage** a été publiée en janvier (ISBN 2-88487-026-1). Le but de ces catalogues est d'informer la communauté de déminage sur le terrain sur le choix des machines actuellement ou potentiellement disponibles sur le marché international. Ce catalogue a été requis par UNMAS et financé par l'Allemagne.

29. En 2003, le Centre a publié la première édition du **Catalogue des détecteurs de métaux** (ISBN 2-88487-009-1). Cette publication explique les fonctions opérationnelles des détecteurs de métaux et fournit des caractéristiques techniques. Une seconde version révisée de ce catalogue est en cours de préparation et sera disponible au début 2005. Ce projet est également financé par l'Allemagne.

30. Le « **Guide on Insurance for Mine Action Operators** » (ISBN 2-88487-033-4) publié en 2004 donne des informations pour la prise de décision à ce sujet, couvrant l'assurance accident personnelle, la responsabilité publique, la responsabilité résiduelle et le renouvellement de l'assurance. Ce travail a été requis par UNOPS et financé par la Grande-Bretagne.

31. Le **Projet DDAS** (« Database for Demining Accident Reporting System ») a pour but d'établir et de mettre à jour un système de rapport et d'analyses lors d'accident, conjointement avec UNMAS. En 2004, la version complète de ce système a été rendue publique, ainsi qu'une version dans laquelle les données sont anonymes. Ce projet est financé par la Grande-Bretagne.

32. La publication intitulée « **A Study of Mechanical Application in Demining** » (ISBN 2-88487-023-7) traite en détail des approches mécaniques du déminage tout en ne perdant pas de vue l'accroissement de l'efficacité future des opérations de déminage. L'étude a révélé qu'une utilisation des machines à plus grande échelle pourrait être faite en particulier dans le but de la réduction de la superficie minée et la préparation du terrain. Cette étude a été requise par UNMAS et est financée par la Grande-Bretagne, la Norvège et la Suède.

33. Au cours de la période examinée, les activités de diffusion relatives à l'étude mentionnée ci-dessus étaient constituées de briefings donnés aux institutions gouvernementales concernées, aux ONG et à d'autres organisations en Allemagne, au Danemark, en Grande-Bretagne, en Norvège et en Suède. Au cours d'une mission séparée, différentes organisations des Nations Unies ont reçu un briefing, dont OCHA, PNUD, UNICEF et UNMAS.

SOUTIEN TECHNIQUE ET FORMATION

CHIENS DÉTECTEURS DE MINES

34. L'utilisation de chiens détecteurs de mines est devenue une méthodologie communément usitée, à laquelle plus de 25 organisations font recours dans le monde. Cette méthode peut se révéler être un outil rapide et efficace s'il est correctement appliqué. Néanmoins, l'utilisation d'animaux pour la détection olfactive est complexe et difficile. Le passé montre que l'utilisation de chiens peut devenir une charge coûteuse et frustrante au-delà de ce que les organisations de

déminage sont d'accord de risquer, et cette méthode a été discréditée lorsque les attentes n'ont pas été remplies. C'est ce qui a incité le CIDHG à lancer son programme sur l'utilisation de chiens détecteurs de mines en 2000.

35. En 2004, l'attention du Centre dans ce domaine s'est déplacée du soutien générique de secteur à une mise à disposition de soutien sur mesure aux programmes nationaux. Le CMAC (« Cambodia Mine Action Centre ») et le MDC (« Mine Dog Centre ») en Afghanistan sont deux exemples des activités du Centre dans ce secteur: ces deux programmes figurent parmi les activités liées aux chiens détecteurs de mines les plus importantes à l'échelle mondiale.

36. Dans le cadre du **Projet de chiens en Afghanistan**, le CIDHG effectue des contrôles externes de qualité du programme de détection olfactive à distance des explosifs (REST, Remote Explosive Scent Tracing) dans ce pays. Cette activité a permis de faire une évaluation majeure du programme MEDDS (« Mechem Explosive and Drug Detection System ») et plusieurs missions d'assurance de la qualité en 2004. De plus, le Centre a reçu la mission de mettre sur pied un programme de soutien complet pour le programme du MDC pour les chiens travaillant librement. Ces deux activités continueront tout au long de 2005. Ce projet a été requis par UNMAS.

37. A la requête de SIDA (« Swedish International Development Agency »), le CIDHG a poursuivi le **Projet SIDA PAT** qui consiste en une surveillance régulière de CMAC, de son programme de chiens, ainsi que du secteur plus large de lutte antimines au Cambodge. Au cours de la période examinée, deux missions d'évaluations (avril et novembre) se sont déroulées, et les résultats ont été discutés avec SIDA, CMAC, et d'autres partenaires concernés.

38. A la requête de NPA (« Norwegian People's Aid »), le CIDHG a continué à fournir un soutien technique régulier au **Programme REST de NPA en Angola**. Ce soutien ayant pour but de permettre à NPA de rendre son programme totalement opérationnel pour la fin 2004 et de favoriser les recherches du Centre dans ce secteur. Après une évaluation détaillée en 2004, le CIDHG a soumis ses recommandations pour un plan de mise en œuvre et pour une étude des procédures opérationnelles. En outre, le but d'établir un centre d'analyse fiable REST a été achevé.

39. Le **Comité de soutien à l'application des normes** a pour but d'aider les autorités responsables de la lutte antimines, les centres d'action antimines et les organisations de déminage par le biais de l'application de normes et de directives internationales pour les chiens détecteurs de mines. Au cours de la période examinée, le CIDHG a offert son soutien pour l'application des séries IMAS 09.40 au UNMAPA en Afghanistan. La première étape de ce projet a été d'établir une fonction pour les tests et les accréditations pour chiens détecteurs de mines et leurs maîtres. Le bureau d'action antimines PNUD au Sri Lanka a été soutenu dans le développement de normes nationales pour l'utilisation des chiens détecteurs de mines. De plus, le développement de normes nationales pour le Cambodge a reçu un soutien, ainsi que le développement de normes nationales d'accréditation pour les rats détecteurs de mines au Mozambique et le programme des chiens détecteurs de mines en Afghanistan. Ce projet est financé par les contributions en faveur du Programme de recherche pour chiens détecteurs de mines du CIDHG reçues de la Grande-Bretagne, la Norvège, la Suède, et d'UNMAS.

40. L'étude intitulée « **Training of Mine Detection Dogs in Bosnia and Herzegovina** » (ISBN 2-88487-034-2) publiée en 2004 donne un compte-rendu détaillé des méthodologies et techniques utilisées par le Centre d'entraînement de NPA. L'étude a été financée par la Grande-Bretagne.

41. Dans le but de faciliter la compréhension des différents résultats de l'étude, le CIDHG a produit trois films sur des chiens détecteurs de mines, qui seront disponibles au début 2005.

FACTEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET SENSIBILISATION AUX DANGERS DES MINES

42. Dans le cadre du **soutien apporté au gouvernement colombien** en établissant son processus de lutte antimines, quatre missions de soutien ont été conduites, incluant deux formations de développement des employés et une mission d'évaluation. La mission finale contenue dans l'accord d'origine entre le gouvernement suisse et le Centre s'est déroulée en juillet 2004. La mission s'est concentrée en particulier sur la mise sur pied de normes de sensibilisation aux dangers des mines, un cadre pour les accréditations et la planification stratégique pour les années à venir. Ce projet a été commandité par la Suisse.

Nouvelles publications du CIDHG sur les chiens détecteurs de mines et la sensibilisation aux dangers des mines en 2004:

Training of Mine Detection Dogs in Bosnia and Herzegovina
(ISBN 2-88487-034-2)

A Guide to Improving Communication in Mine Risk Education Programmes
(ISBN 2-88487-022-9)

43. Sur la base de l'étude « Study on the Development of National Mine Action Legislation » publiée en 2003 (ISBN 2-88487-014-8), un module de formation a été développé pour faciliter le **développement de la législation nationale concernant les mines terrestres**. Au cours de la période examinée, des cours de formation ont été conduits en Irak, et le Centre a conseillé l'Afghanistan et l'Azerbaïdjan.

44. En collaboration avec PNUD, une série de **séminaires socio-économiques** a été élaborée pour donner un aperçu de l'étude socio-économique du CIDHG dans un environnement pratique et centré sur l'utilisateur. Les cours sur cinq jours ont souligné l'utilisation d'approches socio-économiques pour la planification, l'évaluation et la gestion de programmes d'action antimines. Ils sont destinés au niveau directorial des programmes d'action antimines nationaux.

- a) Le premier séminaire régional de formation sur les aspects socio-économiques de l'action antimines a eu lieu en mars à Amman. Le workshop était organisé par NCDR (« National Committee for Demining and Rehabilitation » de la Jordanie). 22 représentants de six pays y ont participé;
- b) Un deuxième séminaire a été conduit en mai à Sarajevo pour les représentants des programmes d'action antimines des Balkans, du Caucase et de l'Asie centrale.
- c) Le troisième séminaire s'est déroulé en octobre à Bangkok pour les représentants de programmes d'action antimines de l'Afghanistan, du Cambodge, de l'Iran, du Laos, du Sri Lanka, de la Thaïlande et du Vietnam.

45. Dans le cadre des **activités de diffusion relatives à la sensibilisation aux dangers des mines**, le Centre a mis sur pied les séminaires suivants au cours de la période examinée:

- a) Un séminaire de quatre jours pour l'autorité nationale d'action anti-mines éthiopienne (EMAO) visant à élaborer un programme de sensibilisation pour les populations illettrées. Les participants représentaient les employés du gouvernement éthiopien, du gouvernement régional du Tigré, les ONG locales et les Nations Unies. Ce séminaire s'est déroulé en avril;
- b) Un séminaire de cinq jours à la requête de l'autorité nationale d'action antimines iraquienne (INMAA) a été élaboré pour établir un cadre de planning stratégique de base pour les programmes de sensibilisation. Il a eu lieu en avril;
- c) Un séminaire de deux jours sur le développement des normes nationales de sensibilisation pour le Sri Lanka, réunit à la requête de l'UNICEF Sri Lanka, a assisté l'autorité nationale d'action antimines sri lankaise à développer des normes nationales basées sur les normes internationales de lutte contre les mines (IMAS). Ce cours a eu lieu en juillet;
- d) Un cours d'introduction sur l'action antimines de deux jours pour le NDRC s'est concentré sur les cinq piliers de l'action antimines, sur la gestion de l'information ainsi que sur le rôle de l'armée et des Nations Unies. Ce cours s'est déroulé en juillet;
- e) Un séminaire de quatre jours pour l'UNICEF Népal s'est concentré sur le développement d'une évaluation appropriée des besoins, l'analyse de données et le planning stratégique. Ce séminaire a accueilli les principaux organismes des Nations Unies ainsi que les ONG nationales et internationales présentes au Népal. Ce cours s'est déroulé en juillet;
- f) Sur la base des résultats réunis en avril, un cours de formation pour la sensibilisation pour les employés respectifs du gouvernement irakien a eu lieu en août;
- g) Un séminaire de quatre jours pour le SMAC (« Somaliland Mine Action Centre ») s'est concentré sur le développement d'une évaluation appropriée des besoins, l'analyse de données et le planning stratégique. Le gouvernement somalien, le gouvernement régional, les ONG locales et les Nations Unies y ont participé. Ce workshop a eu lieu en août;
- h) Un séminaire de cinq jours pour INMAA s'est concentré sur le développement d'une évaluation appropriée des besoins, l'analyse de données et le planning stratégique. Le gouvernement iraquien, le gouvernement régional, les ONG locales et les Nations Unies y ont participé. Ce cours s'est déroulé en octobre;
- i) A la requête de SRSA (« Swedish Rescue Services Agency »), un cours de formation dans le domaine de la sensibilisation pour des représentants de SRSA, SWEDEC, et l'armée suédoise a eu lieu en décembre;
- j) Un cours de formation pour le développement des employés s'est déroulé à la requête de Handicap International en décembre en France.

46. La publication « **A Guide to Improving Communication in Mine Risk Education Programmes** » (ISBN 2-88487-022-9) est maintenant disponible. Celle-ci se base sur le principe que la communication créative améliorera l'efficacité des campagnes de sensibilisation et prend en compte l'adoption de normes internationales respectives dans le cadre de IMAS.

47. L'ensemble des activités mentionnées dans ce chapitre a été financé sur la base de dons émanant de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Suède, de la Suisse, et de contributions privées.

APPLICATION TECHNOLOGIQUE

48. Le **Projet « Technology Officer »**, financé par le Canada, a pour but de fournir un point de liaison entre les utilisateurs sur le terrain et les communautés de recherche et de développement. Au cours de la période examinée, le Centre a oeuvré dans le secteur d'application technologique comme suit:

- a) Mise à disposition de conseils au ITEP (« International Test and Evaluation Programme ») sur les priorités et le contenu dans leurs documents de travail et leurs réunions d'examen;
- b) Mise à disposition de conseils dans le développement de l'accord respectif du Comité européen pour la normalisation (CEN) pour le test et l'évaluation d'équipement mécanique de déminage;
- c) Mise à disposition de conseils, en Afghanistan, pour le test des systèmes de détection multi-sensoriels développés au Japon;
- d) Publication – en collaboration avec UNMAS – de la première édition du « Technology Bulletin » qui met l'accent sur les développements technologiques d'intérêt pour la communauté d'action antimines;
- e) Transfert du site Internet technique du programme de l'Union européenne en déminage (UEDEM) à celui du CIDHG. Ce site présente des articles et des contributions techniques détaillés;
- f) Participation dans la planification et la mise en oeuvre d'un projet majeur de test et d'évaluation d'un détecteur pour son utilisation au Laos. Ce projet a été requis par PNUD et UXO Laos pour fournir une contribution technique pour l'obtention de détecteurs de remplacement au Laos. Un rapport final a été soumis en décembre.

L'objectif du **Projet « Technology Officer »** est

- l'examen des technologies appropriées et les exigences de l'action antimines;
- la mise à disposition de conseils sur les priorités pour les tests et l'évaluation de l'équipement;
- l'aide aux tests et aux efforts d'évaluation qui sont réalisés dans les pays affectés par les mines; et en mettant à disposition l'information sur les exigences, les capacités et les limites de l'équipement.

ACTIVITÉS DE CONSEIL

49. Au cours de la période examinée, le CIDHG a:

- a) prodigué des conseils au représentants militaires finlandais au CCW en février;
- b) donné une présentation au sujet des mines antipersonnel et des débris explosifs de guerre dans le cadre d'un séminaire de l'OSCE en mars;
- c) participé au séminaire de NDRF (« Nordic Demining Research Forum ») en Norvège en mars;

- d) apporté sa contribution au « Cranfield Senior Mine Action Managers Course » en juin;
- e) présenté un document intitulé « Post-Conflict Transformative Reconstruction and Reconciliation: The Role of Information Management » à la conférence internationale « Politics and Information Systems » en Floride en juillet;
- f) fourni une présentation à la conférence UEDEM à Bruxelles en septembre;
- g) accueilli la réunion du management du Comité européen de la normalisation liée au déminage (CEN WG 126), au cours duquel le plan de travail a été réexaminé et les progrès des différents workshops des groupes de travail ont été évalués;
- h) apporté sa contribution au « James Madison University Senior Managers Course » en octobre;
- i) fait un briefing auprès des directeurs et conseillers de programmes des Nations Unies, le « Survey Working Group » et le « Mine Action Steering Committee » pour le remaniement d'IMSMA à Sarajevo en novembre;
- j) estimé les besoins de mesures de sensibilisation de la population, les problèmes relatifs et les interventions potentielles au Népal à la requête de l'UNICEF en novembre.

ÉVALUATION

50. A la demande du **gouvernement allemand**, le Centre a évalué les programmes d'action antimines financés par l'Allemagne dans les Balkans et au Vietnam.

51. Une mission préparatoire à Paris s'est déroulée à la fin 2004 pour évaluer les besoins et demandes du **gouvernement français** qui a l'intention de charger le Centre d'évaluer les projets d'action antimines au Mozambique et en Cambodge au début 2005.

52. Lors d'un processus compétitif d'offre de UNOPS, le CIDHG a été choisi pour réaliser l'**évaluation du centre de coordination d'action antimines de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE)**. Le travail sur le terrain en question a été réalisé en octobre et novembre, suivi par une visite aux donateurs importants et aux pays envoyant des troupes. La présentation du rapport final est prévue pour début 2005.

53. En novembre, le CIDHG a soumis une proposition en réponse à une offre publique compétitive émise par UNOPS pour le projet intitulé « **Review of Ten Years Assistance to Mine Action in Mozambique** », et a reçu le mandat.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

54. Le second tirage de l'édition anglaise de la publication « **A Guide to Mine Action** » est sorti en janvier en même temps que les versions française et espagnole. Ce guide donne les bases des aspects-clé de l'action an-

Guide de l'action antimines

Version anglaise:
ISBN 2-88487-021-0

Version française:
ISBN 2-88487-015-6

Version espagnole:
ISBN 2-88487-016-4

Des versions en arabe et en russe seront disponibles au début 2005.

timines aux diplomates, donateurs, praticiens et étudiants. Le livre reflète les réalités actuelles dans un secteur humanitaire qui se développe rapidement. C'est un outil d'information qui peut servir de référence dans la prise de décision, la planification de programmes et la recherche. Des versions en arabe et russe ont été préparées en 2004 et seront disponibles au début 2005. Ces publications sont financées par le gouvernement suisse.

55. Un cours de formation de deux jours intitulé « **Introduction to Mine Action** » s'est déroulé au début novembre dans le cadre du PpP de l'OTAN, réunissant seize participants émanant de douze pays. Le cours a transmis des connaissances de base aux fonctionnaires nouvellement impliqués dans les questions de mines terrestres. Les participants des ministères respectifs ainsi que ceux actifs sur le terrain ont été familiarisés avec les différents secteurs de l'action antimines. Ce cours a été financé par la Suisse et la Grande-Bretagne.

RÉUNION INTERNATIONALE DES DIRECTEURS ET CONSEILLERS DE PROGRAMMES DE DÉMINAGE

56. La 7^{ème} réunion internationale des directeurs et conseillers de programmes de déminage, organisée par UNMAS et le CIDHG, s'est déroulée en mars. Cette réunion a réuni des représentants de pays touchés par les mines, les organismes des Nations Unies, la Banque mondiale, des ONG et des observateurs. Les 165 participants ont discuté de thèmes tels que le rôle de l'évaluation d'impact en tant que base pour une planification nationale, le mesurage de l'impact des interventions d'actions antimines et l'importance de l'action antimines dans les opérations de maintien de la paix. De plus, la préparation des plans nationaux dans le but d'assurer la conformité avec la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel dans l'optique de la prochaine conférence d'examen a été étudiée.

57. La réunion a également donné la possibilité aux pays donateurs de rencontrer et de s'entretenir directement avec les directeurs de programmes responsables des programmes d'action antimines dans les pays touchés par les mines.

58. En plus de sa contribution technique et logistique, le CIDHG a aussi pris en charge les coûts de voyage et d'hébergement des 52 participants de 30 programmes nationaux d'action antimines soutenus par les Nations Unies.

ACTIVITÉS DE RECHERCHE

DÉMINAGE MÉCANIQUE ET MANUEL

59. Après la publication de l'étude intitulée « Study of Mechanical Application in Demining » (voir paragraphe 32 ci-dessus), le CIDHG a mis l'objectif de son travail de recherche dans ce secteur à l'utilisation pratique de systèmes mécaniques et la gestion des opérations mécanisées. Cela a débouché sur le lancement d'une série d'études suivantes au cours de la période examinée. Cette deuxième phase du travail est réalisée à la de-

Le Centre entreprend une série de **projets de recherche** avec pour but d'améliorer la qualité et de rendre l'action antimines plus sûre et plus rentable. Les résultats de ces projets de recherche forment la base des recommandations et directives spécifiques pour la diffusion sur le terrain sous la forme de manuels spéciaux, de cours de formation, etc.

mande de UNMAS et financée par la Grande-Bretagne, la Norvège et la Suède:

- a) Le projet « **Management of Mechanical Systems** » a pour but de créer un outil informatique aidant les directeurs de programmes à établir les causes spécifiques pour lesquelles leurs instruments mécaniques ne sont pas en mesure d'atteindre leur productivité optimale. Le logiciel contiendra le CEMOD (« Cost Effectiveness Model ») déjà publié, ainsi qu'un système de collecte des données pour l'enregistrement de données relatives au déminage mécanique. Au cours de la période examinée, des recherches ont eu lieu en Angola, en Bosnie Herzégovine, en Croatie, en Thaïlande et en Grande-Bretagne;
- b) Le projet intitulé « **Study on the Use of Anti-Mine Rollers in Mechanical Demining** » se penchera sur la meilleure utilisation possible des rouleaux. En tenant compte de leurs coûts d'achat et d'entretien relativement bas, les rouleaux constituent une alternative attrayante pour les praticiens du déminage qui ne sont pas prêts à dépenser de grosses sommes d'argent dans un système laboureur ou de fléau. Des conseils pour l'achat et l'installation de rouleaux seront également donnés. Au cours de la période examinée, des recherches ont été conduites en Afghanistan, en Bosnie Herzégovine, au Canada, en Croatie, en Thaïlande, en Grande-Bretagne et aux États-Unis;
- c) L'étude « **Magnets: A Tool for Mechanical Demining** » a été motivée par la conclusion de l'étude sur les applications mécaniques, qui indiquait que de tous les obstacles auxquels un praticien de déminage manuel doit faire face, le plus fastidieux est le ramassage des petits fragments de métal. Des tests ont démontré que l'ajout d'un simple aimant permettait à plus de 80 % des fragments de métal d'être enlevés avant le commencement du déminage manuel. L'étude sur les aimants fournira des conseils pratiques au sujet de l'achat et de l'application d'aimants aux modèles de systèmes de déminage mécaniques déjà existants. Au cours de la période examinée, des recherches ont été effectuées en Suède, en Thaïlande et en Grande-Bretagne;
- d) L'étude intitulée « **Mechanical Assistance: Residual Munitions Hazard** » examine les circonstances possibles au cours desquelles les machines pourraient laisser des dangers résiduels et détermine si elles occasionnent des risques supplémentaires aux activités de déminage ultérieures effectuées par les équipes de démineurs manuels et les chiens. Au cours de la période examinée, des recherches ont été conduites en Bosnie Herzégovine, au Cambodge, en Croatie, en Afrique du Sud et en Grande-Bretagne;
- e) Le projet « **Mechanical Application in Route Verification** » se penche sur les pratiques de déminage de routes utilisées afin de déminer rapidement les voies d'accès et de les ouvrir aux transports d'approvisionnements de base. Les recherches ont été conduites en Afrique du Sud;
- f) L'étude « **The Environmental Effects of Mechanical Application in Demining** » examine les cas dans lesquels des dommages importants

sur l'environnement se sont produits lors de l'utilisation de machines, la nature du dommage et les possibilités d'éviter tout dommage en premier lieu, ainsi que la réparation du dommage si celui-ci a été infligé. Cette étude a débuté en automne 2004.

60. L'étude intitulée « **Study on Manual Mine Clearance** » a pour but l'efficacité et la rentabilité du déminage manuel. Trois secteurs spécifiques sont actuellement en train d'être analysés: risque, gestion et coûts. Cette étude a été requise par UNMAS et est financée par la Finlande et la Grande-Bretagne. Un premier document a été rédigé et les résultats finaux sont prévus pour mi-2005.

CHIENS DÉTECTEURS DE MINES

61. Le projet « **REST test and licensing methodology development** » a pour but de développer une méthodologie qui peut être utilisée lors de la réalisation des tests de qualité/et l'autorisation des projets REST. En 2004, le CIDHG a développé une méthodologie qui est actuellement testée en Afghanistan et en Angola. Ce projet est financé par la Grande-Bretagne.

62. Le projet « **REST Area Reduction Application** » optimisera le concept REST déjà utilisé pour la vérification des routes. Il a également pour but d'apprécier s'il peut être utilisé en tant qu'outil de réduction de la superficie minée. Les tests effectués tout au long de 2004 suggèrent que l'utilisation de REST pour la réduction de la superficie minée présente plusieurs défis qui n'avaient pas été anticipés dans le passé. Ce projet est financé par la Norvège, la Suède et la Grande-Bretagne.

63. Le projet « **Rat REST** » a pour but d'explorer l'utilisation de rats en tant que technologie de déminage. Les travaux en cours ont pour objectif principal la technologie des filtres, les procédures d'échantillonnage et les conditions écologiques lors de l'échantillonnage. Ce projet est réalisé en collaboration avec APOPO. Un groupe de rats se déplaçant en liberté a été testé par le CIDHG en 2004 (licence IMAS). Les résultats des tests ont permis à APOPO de devenir opérationnel avec leurs animaux au Mozambique. Ce projet est financé par la Norvège et la Suède.

64. Dans le cadre du projet « **REST Research** », le CIDHG a pour but d'optimiser la récolte des odeurs lors de l'échantillonnage, leurs échappements lors des analyses, et d'empêcher la perte des odeurs et la contamination par mélange lors de l'entreposage et le transport. Bien que ce projet soit en cours, les résultats récoltés en 2004 ont donné lieu au développement d'un nouveau matériel de filtrage et de containers de stockage destinés au programme REST en Angola.

65. Le projet « **Mine Flux Rate** » a déterminé le taux de fuite de 30 types de mines terrestres. Le rapport qui est sorti en 2004 a apporté un nouvel élément

Le système de détection olfactive à distance des explosifs (REST) consiste à récupérer des odeurs d'une source pour des analyses à distance. L'odeur est obtenue en utilisant une pompe qui stocke l'air contenant les odeurs ou des particules de la surface du sol à travers un filtre absorbant. Les filtres sont analysés à distance en utilisant des chiens et des rats entraînés spécialement, ou d'autres systèmes olfactifs naturels ou artificiels.

REST a l'avantage de déterminer des secteurs ne contenant pas de contamination par mine/engins non explosés. Des résultats récents ont démontré que plus de 97% de tous les territoires déminés sur les indications de la contamination par mine/engins non explosés dans 15 pays se sont révélés être exempts de mines/engins non explosés. Ce résultat justifie le potentiel de REST en tant que méthode efficace sur le terrain.

important aux recherches en cours en prédisant les effets écologiques des vapeurs des mines terrestres lors de leur transport à l'air libre. Ce projet a été financé grâce à des contributions en faveur du programme de recherche sur les chiens détecteurs de mines du CIDHG émanant des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la Norvège, de la Suède, et de UNMAS.

FACTEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET SENSIBILISATION AUX DANGERS DES MINES

66. L'étude intitulée « **The Role of Indigenous Organisations in Mine Action** » se concentre sur la manière de réunir au mieux les conditions nécessaires à la formation d'ONG ou de sociétés commerciales d'action antimines locales dans les pays touchés par les mines. L'étude est achevée et est disponible sur le site Internet du CIDHG. La publication définitive d'un petit « guide » attend les commentaires définitifs d'UNMAS. Cette étude a été requise par UNMAS et financée par la Grande-Bretagne, l'Italie et UNMAS.

67. La « **Global Response Study** » a pour but d'aborder les questions relatives au succès de l'action antimines sur le plan mondial au cours des 15 dernières années, sur les leçons apprises, les défis pour l'avenir, etc. Cette étude est achevée; sa publication est prévue pour le début 2005. Cette étude a été financée par la Grande-Bretagne.

68. Le projet « **Study of Capacity Development in Mine Action** » se penchera sur le développement des capacités indigènes en matière d'action antimines. Le travail sur le terrain a été achevé en 2004, et la version finale sera disponible au début 2005. Cette étude requise par PNUD a été financée par la Grande-Bretagne.

69. Le projet « **Study on the Role of Survey in Mine Action** » analyse les différents types d'études utilisées dans le cadre de l'action antimines, leur applicabilité et leur valeur respectives. Le travail sur le terrain a été achevé en 2004; l'étude complète sera prête pour publication au début 2005. Cette étude a été requise par UNMAS et est financée par la Grande-Bretagne.

70. Le projet « **Study on the Possible Synergies Between Mine Action and Small Arms Light Weapons Programmes** » analyse les différents types d'approches de programmes d'action antimines et d'armes légères, leurs possibles synergies et secteurs de coopération. La mise sur pied des termes du mandat et d'autres termes normatifs a commencé en 2004. Cette étude a été commandée par le Département d'Etat américain et sera disponible à mi-2005.

ÉVALUATION

71. **L'étude sur l'évaluation des programmes de terrain** constituera un cadre de base et une méthodologie standard pour les évaluations sur le terrain, destinés à une utilisation interne du CIDHG et à d'autres institutions. Ce cadre reconnaîtra que tous les programmes sont différents, mais qu'ils permettent une approche plus formelle envers l'évaluation, ce qui donnera lieu à des activités complémentaires ainsi qu'à des comparaisons entre les programmes en question. L'étude a été conduite au cours de la période examinée et un premier document destiné à un manuel a été rédigé. Les deux publications sortiront en 2005. Ce projet est financé par la Grande-Bretagne.

SOUTIEN DES INSTRUMENTS DU DROIT INTERNATIONAL

72. Le CIDHG soutient la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel selon le mandat accordé par les Etats parties en septembre 2001, qui comprend la préparation et le soutien de réunions, l'offre d'un service professionnel et indépendant de conseil et d'assistance et la mise à disposition d'une banque de données de documentation et de ressource.

73. Le Centre fournit également une contribution technique indépendante dans les efforts internationaux visant à minimiser les souffrances humaines causées par les armes et/ou les débris de guerre, constituant le travail de la CCW.

UNITÉ D'APPUI À L'APPLICATION DE LA CONVENTION

74. Au cours de la période examinée, l'Unité d'appui a travaillé étroitement avec le président de la 5^{ème} assemblée des Etats parties (5MSP) et les co-présidents des comités permanents en soutenant leurs efforts pour assumer leurs responsabilités. L'Unité d'appui a assisté le président de la 5MSP en réalisant les buts du programme d'action du président et en facilitant le travail du comité de coordination.

75. Au cours de la période examinée, l'Unité d'appui s'est appliquée en particulier à soutenir la participation active des Etats parties des pays touchés par les mines lors des réunions des comités permanents de février et juin 2004 et à s'assurer que des possibilités d'échange d'informations avant la conférence d'examen aient été maximisées par tous les Etats parties. Des efforts particuliers ont été faits pour assurer que des informations pertinentes puissent être communiquées à ceux qui en ont besoin.

76. En soutenant les Etats parties sur la base de son mandat, l'Unité d'appui a également apporté son soutien et participé à de nombreuses manifestations régionales organisées en amont de la première conférence d'examen. L'Unité a fourni aux hôtes des conférences régionales des conseils et des contributions lors de la planification et la préparation, a développé des documents de base et des outils d'information et a fait plusieurs présentations sur la Convention, ses mécanismes d'application et ses statuts. A une occasion, et ce relativement au séminaire du « Reay Group » des 2 et 3 février 2004 à Bucarest, l'Unité a fourni, à la demande du pays organisateur, un support organisationnel en administrant en partie les fonds généreusement mis à disposition par le gouvernement néerlandais.

77. La charge de travail de l'Unité d'appui a augmenté de façon spectaculaire en réponse aux préparations des Etats parties en vue de la première conférence d'examen. L'Unité a répondu à un important nombre de demandes d'assistance pour répondre aux besoins accrus d'information des Etats parties et les besoins de soutien du président et du secrétaire général de la première conférence d'examen. Lors de la première réunion de préparation du 13 février 2004, le président désigné alors en fonction a annoncé qu'il avait demandé au CIDHG que le directeur de l'Unité d'appui joue le rôle de son directeur de coordination. L'Unité a étendu sa relation intensive de coopération avec le secrétariat des Na-

tions Unies pour la première conférence d'examen, travaillant en étroite partenariat avec le Département des affaires de désarmement des Nations Unies (UNDDA) pour assurer des préparations adéquates en vue de la première conférence d'examen.

78. L'Unité d'appui a répondu à la priorité exprimée par le président de la conférence d'examen et des Etats parties concernant les aspects de communication de la première conférence d'examen. Un site Internet consacré à ce sujet (www.nairobisummit.org) a été créé et différents outils de communication ont été créés par le CIDHG; de plus, des efforts ont été fournis pour la coordination avec les acteurs-clé et des activités de communication de grande envergure ont été soutenues.

79. Lors de la conférence d'examen elle-même, l'Unité a apporté son soutien au président et au secrétaire général et a joué le rôle de conseiller neutre auprès de tous les Etats parties qui en ont fait la demande. En outre, l'Unité a assuré une certaine cohérence à la programmation d'un grand nombre de manifestations secondaires, elle a pris la direction des relations avec les médias à la demande du président et elle a joué le rôle de coordinateur entre les hautes instances et le secrétaire de direction.

80. Dans le but d'optimiser le centre de documentation de la Convention, l'Unité a continué de réunir un grand nombre de documents pertinents. Ainsi, le nombre de documents obtenus a augmenté considérablement. En sa qualité d'importante source d'information au sujet de la Convention, le centre de documentation a réuni à ce jour plus de 4,000 références auxquelles les Etats parties ainsi que d'autres acteurs intéressés font de plus en plus souvent appel. Alors que la collecte physique de documents représente une importante partie du travail associé avec le centre de documentation, l'Unité a également œuvré pour assurer que l'accès aux documents relatifs au travail de la Convention soit facilité en mettant à disposition le plus de documents possibles via Internet.

81. Au cours de la période examinée, le fonds d'affectation spécial pour l'Unité d'appui a reçu des contributions de l'Allemagne, l'Australie, de l'Autriche, du Canada, du Chili, de la Croatie, de la Grande-Bretagne, de la Hongrie, de l'Islande, de l'Italie, de la Malaisie, du Mexique, de la Norvège, des Pays-Bas et de la République Tchèque.

SOUTIEN POUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL INTERSESSION

82. Le Centre a poursuivi son soutien traditionnel auprès du programme de travail intersession établi par les Etats parties à la Convention en accueillant

- a) la session de février des comités permanents, qui a eu lieu à Genève du 9 au 13 février. 545 participants ont assisté à ces réunions;
- b) la session de juin des comités permanents, qui a eu lieu à Genève du 21 au 25 juin et qui a accueilli 528 délégués.

PROGRAMME DE PARRAINAGE

83. Le Centre a continué d'administrer le programme de parrainage à la demande du groupe des donateurs. Le but de ce programme est de soutenir une

participation à grande échelle dans les réunions ayant trait à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel.

84. Au cours de la période examinée, les trois programmes de parrainage suivants ont été conduits par le Centre:

- a) Le programme de février a réuni 76 délégués de 53 pays touchés par les mines;
- b) Le programme de juin a parrainé 88 délégués de 56 pays;
- c) Le programme pour la première conférence d'examen, qui a eu lieu du 29 novembre au 3 décembre, a vu la participation de 102 participants de 64 pays. Ceci est le plus grand programme de parrainage à ce jour.

85. Le groupe des donateurs réunit l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède, et la Suisse.

TRAVAIL DANS LE CADRE DE LA CONVENTION SUR L'INTERDICTION OU LA LIMITATION DE CERTAINES ARMES CLASSIQUES (CCW)

86. Le Centre a continué d'offrir son soutien technique aux participants de la réunion du groupe des experts gouvernementaux sur les débris explosifs de guerre et les mines autres que les mines antipersonnel au CCW.

87. En outre, un rapport de travail sur la détectabilité des mines autres que les mines antipersonnel a été rédigé en vue de la réunion de juillet à la demande du coordinateur finlandais du groupe des experts gouvernementaux.

88. A l'initiative des gouvernements allemand et américain, le Centre a rédigé un rapport intitulé « **Humanitarian Impact from Mines other than Anti-Personnel Mines** » (ISBN 2-88487-035-0). Cette publication offre une compréhension de l'impact des mines autres que les mines antipersonnel sur les populations civiles et sur les sociétés déchirées par la guerre. En outre, le rapport résume les réponses techniques disponibles. Ce document a été présenté au CCW à la fin 2004. Ce projet a été financé par l'Allemagne et le Centre.

Nouvelle publication du CIDHG au sujet de la CCW en 2004

Humanitarian Impact from Mines other than Anti-Personnel Mines
(ISBN 2-88487-035-0)

DIRECTION ET ORGANISATION

CONSEIL DE FONDATION

89. Le Conseil de fondation a tenu sa première réunion de l'année le 14 mai 2004. Le Conseil a pris note de la démission de l'ambassadeur Dahinden qui a assumé le poste de Directeur du Centre depuis mai 2000 et qui a accepté un nouveau poste au sein du service diplomatique suisse. Les membres du Conseil ont exprimé leur gratitude pour le travail exceptionnel effectué par M. Dahinden et ont grandement apprécié les résultats.

Sous la présidence de M. Cornelio Sommaruga, le **Conseil de fondation** réunit 23 membres représentant l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Cambodge, le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, les Pays-Bas, l'Italie, le Japon, le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la République et Canton de Genève.

tats remarquables atteints au courant des quatre années écoulées.

90. Le Conseil a nommé l'ambassadeur Stephan Nellen de la Suisse au poste de nouveau Directeur du CIDHG. En outre, le Conseil a approuvé le rapport annuel 2003 ainsi que les comptes du Centre pour cet exercice. Enfin, le Conseil a reçu un briefing sur les activités d'évaluation en cours et en préparation du CIDHG.

91. La seconde réunion du Conseil, qui s'est déroulée le 14 décembre, a inclus la discussion sur le rapport relatif à l'évaluation externe du CIDHG et sur le rapport d'examen au sujet de la stratégie actuelle fournie par le Directeur. Cet échange a marqué le point de départ pour le processus de développement d'un nouveau document de stratégie pour la période courant de 2006 à 2008. En outre, le Conseil a approuvé le budget du Centre pour 2005.

RELATIONS EXTERNES

92. En 2004, le CIDHG a accru ses activités externes et de relations publiques. Il a publié une série de communiqués de presse pour le lancement des recommandations de ses études et a mis à disposition des informations de base et des articles sur ses activités en cours dans plus d'une douzaine de journaux et magazines. Des journaux américains, italiens, jordaniens, libanais, suédois, suisses, et thaïlandais ont publié des articles sur les réalisations du CIDHG. En outre, le Sommet de Nairobi a offert au Centre la possibilité d'informer les médias de différents pays sur son rôle et sa fonction dans l'action antimines.

93. Au cours de la période examinée, plusieurs personnalités de haut rang ont rendu visite au Centre, comme par exemple le Prince héritier norvégien Haakon Magnus et la Princesse héritière Mette-Marit. Au total, le Centre a accueilli plus de 20 délégations en visite.

ACCORDS SUR LA COOPÉRATION

94. Le 15 janvier 2004, un accord formel au sujet d'une affectation d'un officier militaire allemand au Centre a été conclu entre le gouvernement allemand et le CIDHG. Cet accord représente la base légale pour cet appui pour le travail du Centre.

95. Le 24 juin, le CIDHG a signé un accord avec UNMAS. Ce document représente une base solide pour la coopération en cours. En outre, le accord existant avec PNUD a été prolongé pour une année supplémentaire.

ORGANISATION INTERNE

96. Le 31 juillet, le CIDHG a vu le départ de M. Paul Ellis (Grande-Bretagne), dont le mandat de deux ans en tant qu'officier en affectation est venu à échéance. La tâche centrale de M. Ellis s'élaborait dans le cadre du CCW, où il représentait le Centre et il a fourni des contributions techniques à différents niveaux en collaboration avec les autres employés du CIDHG. En outre, M. Ellis a collaboré à divers projets mis sur pied par le Centre.

97. Le 31 décembre, le Centre était constitué de 34 employés permanents, incluant quatre personnes affectées par les gouvernements français, allemand, suédois et suisse. Au total, 14 nationalités sont représentées dans le Centre (comprenant des employés au bénéfice de plus d'une nationalité): Suisse (16 personnes), Canada (7), Grande-Bretagne (6), France (4), Etats-Unis (4), Norvège (2), Allemagne, Australie, Chili, Colombie, Espagne, Italie, Nouvelle Zélande, et Suède.

APERÇU FINANCIER

BUDGET GÉNÉRAL

98. Les comptes du Centre pour les activités mentionnées ci-dessus réalisées en 2004 montrent un chiffre d'affaires de CHF 19.9 million. Ces revenus ont été alloués comme suit : environ 60 % pour des opérations de soutien, environ 28 % pour les activités de recherche et pas loin de 2 % pour le soutien fourni au programme de travaux intersession de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel. La somme restante a été utilisée pour régler les charges relatives à l'administration et à la direction.

99. Au cours de la période examinée, le Centre a reçu des contributions d'un montant de CHF 8.0 millions de la Suisse, plus de CHF 1.1 million de la Grande-Bretagne, près de CHF 0.7 million de la Norvège, près de CHF 0.7 million de la Suède et un total approchant les CHF 1.1 million de l'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, de la Finlande, de la France, de l'Italie et de la République Tchèque. En outre, plusieurs institutions des Nations Unies et le ITF (Fonds fiduciaire international) ont apporté une contribution approchant CHF 0.7 million. La somme approchant CHF 0.35 million résulte de dons privés et d'autres sources. En outre, un total de CHF 7.2 millions a été reporté de l'exercice précédant. Non inclus dans ces sommes sont les contributions en nature, les détachements des employés du Centre, ou d'autres soutiens provenant directement des projets en question.

100. Ainsi, les comptes du Centre pour l'exercice 2004 font apparaître un résultat positif de quelques CHF 8,165.

FONDS DU PROGRAMME DE PARRAINAGE

101. Comme indiqué dans le paragraphe 83 ci-dessus, le programme de parrainage a pour but d'assurer une représentation plus étendue des pays affectés par la présence de mines sur leur territoire et d'autres pays au sein des activités de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel. Le Centre gère ce programme ainsi que le fonds du programme de parrainage pour le compte du groupe des donateurs. Les comptes se sont clôturés sur un solde positif de CHF 312,988. Cette somme a été reportée sur les comptes correspondants pour 2005.

FONDS D’AFFECTATION SPÉCIAL DE L’UNITÉ D’APPUI À L’APPLICATION DE LA CONVENTION

102. Le 31 décembre 2004, le fonds d’affectation spécial de l’Unité d’appui à l’application de la Convention a montré un solde positif de CHF 217,323. Ce montant a été reporté au compte correspondant de l’année 2005.

VÉRIFICATION EXTERNE DES COMPTES

103. Les comptes du Centre pour 2004, ainsi que le fonds du programme de parrainage et le fonds d’affectation spécial de l’Unité d’appui à l’application de la Convention, ont été vérifiés par PricewaterhouseCoopers, les vérificateurs externes nommés par le Conseil de fondation.

* * *

Toutes les publications du CIDHG sont disponibles sur le site

www.gichd.ch/publications

Liste des abréviations

CCW	Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination
CEMOD	Cost Effectiveness Model
CEN	Comité Européen de Normalisation
CMAC	Cambodia Mine Action Centre
DDAS	Database for Demining Accident Reporting System
EMAO	Ethiopian Mine Action Authority
FINUL	Force Interimaire des Nations Unies au Liban
5MSP	Cinquième Réunion des Etats parties
CIDHG	Centre international de déminage humanitaire Genève
ISU	Unité d'appui à l'application de la Convention
ITEP	International Test and Evaluation Programme
ITF	International Trust Fund
IMAS	International Mine Action Standard(s)
IMSMA	Information Management System for Mine Action
INMAA	Iraqi National Mine Action Authority
JMU	James Madison University
MaXML	Mine action Extensible Mark-up Language
MDC	Mine Dog Centre
MEDDS	Mechem Explosive and Drug Detection System
MINUEE	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un referendum au Sahara Occidental
NCDR	National Committee for Demining and Rehabilitation (Jordan)
NDRF	Nordic Demining Research Forum
NMAS	National Mine Action Standard(s)
NPA	Norwegian People's Aid
OCHA	Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies
OEA	Organisation des Etats Américains
OND	Organisation Nationale de Déminage
ONG	Organisation non-gouvernementale
OSCE	Organisations pour la Sécurité et la Coopération en Europe
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PpP	Partenariat pour la Paix
REST	Remote Explosive Scent Tracing
RSC	Regional Support Centre
SEEMACC	South-East Europe Mine Action Co-ordination Council
SIDA	Swedish International Development Agency
SMAC	Somaliland Mine Action Centre
SRSA	Swedish Rescue Services Agency
SWEDDEC	Swedish EOD and Demining Centre
TMAC	Thai Mine Action Centre
TNMA	Technical Note on Mine Action
UA	Union Africaine
UEDEM	Union européenne en déminage humanitaire
UNDDA	United Nations Department for Disarmament Affairs
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNMAPA	United Nations Mine Action Programme in Afghanistan
UNMAS	Service de lutte contre les mines des Nations Unies
UNMEE	Mission des Nations Unies en Ethiopie et en Erythrée
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets